

Xylella : les pépiniéristes veulent faire entendre leur voix

Les professionnels ne sont pas opposés aux contrôles des végétaux lors de leur importation en Corse. Mais ils souhaitent que les grandes enseignes y soient aussi soumises afin de garantir une traçabilité efficace



Marc Furfaro est pépiniériste à la Casa di l'Ortu à Lucciana. Il demande une rencontre entre tous les spécialistes de la profession avec le représentant de l'État. Il souhaite également que les grandes enseignes qui importent des végétaux en Corse soient également contrôlées.

/PHOTOS OCEANE BALDOCCHI

Depuis lundi, les entrées de végétaux sont sur l'île des plus réglementées. La peur d'une infestation par la *Xylella fastidiosa* a poussé le préfet de région à prendre un arrêté interdisant toutes les importations d'Italie et demandant le contrôle systématique des cargaisons de végétaux. Les pépiniéristes à l'image de

Marc Furfaro de la Casa di l'Ortu à Lucciana sont favorables au contrôle. "J'ai reçu en début de semaine avant que l'arrêté préfectoral n'entre en vigueur un chargement en provenance de mon grossiste italien. Cependant, la cargaison étant trop importante, j'ai dû en laisser une partie à Livourne avant de retourner

prendre le reliquat de quatre mètres linéaires, après le 11 mai. Parmi d'autres espèces, il y avait des oliviers. J'ai été contrôlé et cela est très bien pour la seconde partie de ma commande. Et il m'a été demandé de détruire uniquement ce qui était arrivé après la date butoir et pas ce qui était livré avant. Pourtant, il s'agissait du même lot. Mais les contrôleurs ont voulu que je brûle uniquement les oliviers. Ce que j'ai fait. Je suis bien conscient qu'il est nécessaire de protéger notre région. Et je suis favorable au contrôle. Mais nous, pépiniéristes, ne devons pas être les seuls visés."

Renforcer les contrôles des grandes enseignes

Dans la ligne de mire de Marc Furfaro, les grandes enseignes qui font rentrer par palettes entières des espèces végétales sans aucun contrôle et qui se

retrouvent ensuite dans les jardins des particuliers. "Encore une fois, nous, pépiniéristes, nous sommes d'accord pour être contrôlés. Mais pourquoi lorsque les containers des grandes marques débarquent sur l'île et que les marchandises sont estampillées remorques alimentaires, il n'y a aucune surveillance sur les contenus de ces lots ? Il ne faut pas oublier que le capricorne est arrivé en Corse par ce biais-là. Je ne parle même pas du charançon qui s'est retrouvé dans les cargaisons de promoteurs qui, pour faire des économies d'échelle, sont allés chercher leurs palmiers chez des gens peu regardants en Italie où ailleurs. On voit les résultats que cela engendre. Nous sommes donc opposés à ces pratiques. Tout le monde doit être en mesure de donner aux services une traçabilité des produits proposés. Nous ne sommes pas opposés au contrôle, mais nous

souhaitons qu'ils soient élargis et pas uniquement réservés aux seuls pépiniéristes. Tout le monde doit être placé sur un pied d'égalité. D'autant qu'avant de mettre les produits en vente, nous les traitons une nouvelle fois. Chose qui n'est pas effectuée dans les grandes surfaces..." Pour faire entendre sa voix et celle de ses collègues pépiniéristes, Marc Furfaro espère que le dialogue va s'instaurer avec le représentant de l'État en Corse. "Nous aimerions nous retrouver avec le préfet pour discuter entre pépiniéristes de nos préoccupations. Il n'y avait qu'un seul représentant de notre profession lors des précédentes réunions. Ce n'est pas suffisant. Nous devons tous réfléchir ensemble sur nos problèmes avec le préfet. Il faut qu'il prenne la mesure de nos attentes et travailler en bonne intelligence."

La solution pour éviter ce genre de déconvenue serait de produire sur place des oliviers ou d'autres espèces. Mais voilà "il n'y a pas de terrains disponibles. J'aimerais bien planter mes arbres, mais il me faudrait entre 6 et 7 ans pour avoir une production stable. Mais quand on entend certains propos à la chambre d'agriculture et que lorsqu'il fallait relancer l'olivieraie en Corse, le discours était d'aller chercher les arbres en Italie plutôt que de les faire pousser en Corse, c'est à se demander..." En attendant, pour répondre à la demande, les pépiniéristes vont devoir se tourner vers la France où l'Espagne pour se fournir en espèces végétales. Afin d'éviter que la peste végétale ne se propage en Corse. À moins que ce ne soit déjà le cas..

Yann MONTI
ymonti@corsematin.com